

3 €
ISSN : 1264 9112

le Coquelicot

n°38
BIMESTRIEL
juillet
2003

SANS
PASSÉ !
NO FUTURE

Vers la grève
générale ?

Argentine

Argent trop cher



José Bové



Lettre
de cachet

école roulée



Place
à la grève

traite des vieux



Retraite flambée



alternative libertaire

toulouse

ÇA M'ÉNERVE...

Cuisine et dépendances



● À tous ceux qui n'avaient pas été convaincus par les expériences précédentes, les directions syndicales ont su une fois encore prouver que, si elles ignorent tout de la manière de faire naître la grève générale, elles maîtrisent en revanche parfaitement l'art de la faire avorter. À tous ceux qui n'avaient pas été convaincus par les démonstrations précédentes, preuve est faite, ce printemps, que seule l'indépendance du mouvement social lui permettra d'aboutir.

Soucieux avant tout de leurs intérêts d'appareils, et de préserver leurs statuts de permanents (payés pendant que leurs mandants font grève...), pour une assiette concédée par le MEDEF au banquet des partenaires sociaux, les dirigeants des centrales utilisent les mouvements sociaux plus qu'ils ne les servent. En cela aussi ils ont suivi le même chemin que les leaders politiques, exploitant les désirs partagés de justice sociale. Pour être rentable dans notre société, leur fond de commerce, les luttes sociales, ne doivent paraître ni trop insignifiantes ni trop dangereuses aux yeux de leurs partenaires. Ranimées dans la rue à intervalles réguliers, leur croissance contrôlée, arrivées à maturité, et avant qu'elles ne s'émancipent, elles doivent être sacrifiées sur l'autel de la politique partenariale, et de la reconnaissance sociale. Partenaires du MEDEF et des gouvernements. Dans tout bon dictionnaire partenaire a au moins deux synonymes : allié et complice.

Ayant renoncé à toute idée de transformation sociale, et donc à toute radicalisation de la contestation, les directions syndicales, après celles des partis politiques, ont déserté le terrain de la lutte de classe, qui maintenant leur fait honte. Le capital qui, lui, n'a pas abandonné ses certitudes idéologiques, et ne fait preuve d'aucune pitié quand il n'est pas menacé, reste seul sur le champ de bataille. Sans radicalisation du mouvement social, il est assuré de la victoire.

➤ **Ravachefolle**

Partenaire : allié et complice

DIS-MOI JOSÉ, DIX MOIS...

Dans le cadre d'Un autre Futur !, l'émission radio d'A.L. Toulouse (1), José Bové a répondu aux questions de Romain. C'était avant que le gouvernement CRS (Chirac-Raffarin-Sarkozy) ne lui envoie ses troupes dès potron-minet.

● **Romain : Peux-tu nous dire où tu en es, ici et maintenant. Vas-tu aller en prison ?**

J. Bové : J'ai été condamné définitivement par la cour de cassation à 14 mois de prison. On a fait appel pour demander que le sursis ne soit pas révoqué. La cour d'appel de Montpellier a tranché le 26 février 2003 ramenant la peine de quatorze mois à dix mois fermes, plus quatre mois avec sursis. La stratégie employée par la cour de Montpellier est clairement en lien avec la chancellerie, c'est à dire avec le ministère de l'intérieur : diminuer la peine en dessous de un an, puisque au-dessus de un an il n'y a aucun aménagement possible. Ils espéraient que si la peine était inférieure à un an, j'accepterais un aménagement de peine. Cela n'obligerait pas le président de la République à dire si oui ou non la peine doit être exécutée, et ne ramènerait pas le débat dans le champ du politique.

● **Romain : Tu pourrais aller en prison ce soir ?**

J. Bové : Oui, avec un aménagement qui pourrait être effectivement : aller passer la nuit en prison et avoir ses activités le jour. Il n'en est pas question. C'est une entrave au droit syndical. Je n'accepte aucun aménagement qui entrave la capacité d'agir.

Cela permet aussi de poser le problème qu'en France les condamnés ne sont pas à la même enseigne, puisqu'il y a des zones où les aménagements de peine ne sont pas possibles. Millau fait partie de ces zones qui n'ont pas de structures d'accueil. Quelqu'un qui habite à Millau et qui est condamné comme je le suis, ne peut pas voir sa peine aménagée. Il faudrait qu'il habite à Montpellier ou ait son activité dans cette ville. Les justiciables, qui peuvent se voir appliqués des aménagements ou pas, ne sont pas à égalité devant la loi. Fondamentalement, il est important de poser le problème de tous les gens face à la justice et le fait que l'on ne puisse pas accepter une situation qui entrave l'expression du droit syndical.

● **Romain : C'est parce que tu as mené une activité syndicale d'arrachage de champs expérimentaux d'OGM avec la confédération paysanne que tu as été condamné ?**

J. Bové : Exactement, les deux sont des condamnations pour avoir remis en cause la culture des OGM. La première action qui m'a valu huit mois avec sursis est la destruction des stocks de maïs de la firme Novartis à Nerac en janvier 1998, où nous avons découvert tout le stock de semence qu'ils voulaient mettre sur le Sud-ouest. On a neutralisé ce stock de semence en mélangeant du maïs ordinaire à du maïs OGM. La deuxième action qui m'a valu six mois fermes a été la destruction de plans de riz transgénique cultivé au CIRAD [2] à Montpellier. Ces plans devaient être repiqués en Camargue malgré le refus des riziculteurs. Cette action a été menée avec plus de deux cent personnes dont la moitié de paysans venus d'Inde. Ces paysans, à l'époque avaient organisé une tournée en Europe pour dénoncer le rôle des multinationales qui détruisent leur capacité productive dans leur pays.

● **Romain : C'est une action syndicale !**

J. Bové : C'était une action organisée par la Confédération Paysanne avec un certain nombre d'alliés pour

J'ai été condamné définitivement

République

Bastille

dénoncer le pouvoir totalitaire des OGM en agriculture. Cette action a été revendiquée et menée à visage découvert en assumant de manière très claire nos responsabilités. On est dans le cadre général d'une répression du mouvement syndical. La grande majorité des organisations syndicales ont apporté leur soutien à la Confédération Paysanne pour dénoncer ces condamnations et ces risques d'incarcérations.

● **Romain :** *On vous empêche d'agir directement là ou sont les problèmes ?*

J. Bové : Face à la remise en cause d'un ordre économique ou d'un ordre politique, la répression s'abat de manière forte. En agriculture, il y a une différence entre les actions syndicales de la Confédération Paysanne et la FNSEA. La FNSEA qui a détruit des préfectures, saccagé le bureau d'un ministre, mené des actions contre des bâtiments publics, n'a jamais été condamnée pour ces actions, pour la simple raison qu'elle ne remet pas en cause l'ordre. Ce défoulement collectif ne sont pas des actions de remise en cause du système, bien au contraire, ce sont des actions pour le maintien des avantages acquis. Quand la Confédération Paysanne agit, c'est toujours en ciblant les responsables économiques ou politiques de la situation dans laquelle vivent les paysans. Quand on a dénoncé les OGM dans l'agriculture, on s'est rendu compte que l'on était face à un système totalitaire. S'il y a un champ d'OGM quelque part, toutes les cultures, que se soit du soja, du maïs, du colza ou autre se retrouvent polluées par des transferts de gène d'un champ à un autre. Ce système impose sa loi à toute autre

forme d'agriculture. On s'est demandé à qui sert cette logique. On est bien obligé de se rendre compte qu'à travers la mise en place des OGM, il y a la volonté de quatre firmes multinationales de vouloir contrôler le marché des semences et l'agriculture. Ces firmes produisent ces semences OGM et les produits qui vont avec. Elles gagnent énormément d'argent grâce aux OGM et aux brevets qui leur sont liés. Elles imposent aux paysans d'acheter tous les ans leurs semences. C'est la perte d'autonomie des paysans. C'est un risque pour l'environnement et cela impose au consommateur de manger ce qu'il n'a pas forcément choisi. C'est une volonté de l'agro-industrie d'imposer à l'ensemble de la société une forme d'alimentation, d'agriculture et d'environnement non choisis.

● **Romain :** *C'est une forme de monopole !*

J. Bové : C'est une volonté d'imposer une logique industrielle, financière et capitaliste sur l'agriculture. C'est le stade ultime du capitalisme, une logique globale de marchandisation du vivant. Des gens protestent contre le clonage mais le clonage n'est que la suite logique des brevets sur le vivant, les plantes et les animaux. Il faut une résistance de l'ensemble de la société face à cette situation, ce qui est en train de se passer en agriculture. Il y a la volonté de l'industrie et

des pouvoirs financiers de contrôler la marche du monde.

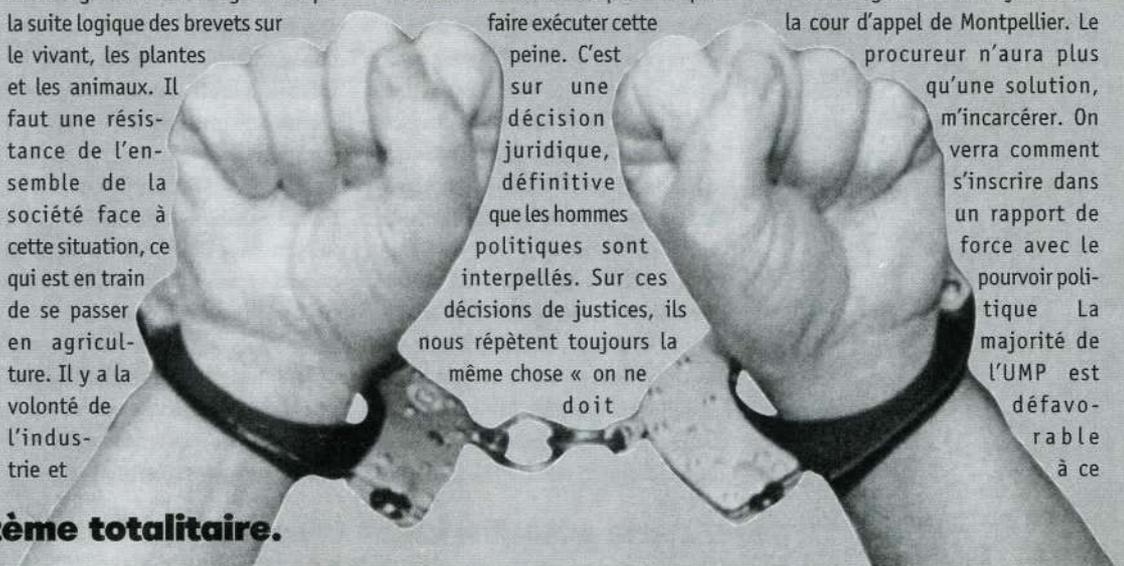
● **Romain :** *Pourquoi avoir demandé la grâce présidentielle. Il y a un co-accusé qui encourt la même peine que toi, René Risel, qui a refusé de la demander. Il y a une polémique autour de cela. Pourquoi l'avoir fait ?*

J. Bové : Dès le premier jour, j'ai dit de manière publique qu'il était hors de question pour moi de m'agenouiller devant le président de la République quel qu'il soit. Il n'est pas question pour moi de demander quoi que se soit à titre individuel. Je n'ai pas envoyé de courrier pour demander une quelconque faveur. C'est l'ensemble des mouvements qui participent au comité de soutien qui ont décidé de lancer cette action de lettres au président de la République avec un objectif très clair. Il faut sortir de la logique judiciaire pour entrer dans la logique politique. La constitution de la V^e République ne permet pas au chef de l'Etat d'effacer une peine mais il a le pouvoir de faire exécuter ou pas une peine de prison. Les citoyens se sont mobilisés, plus de 600 000 personnes ont écrit au chef de l'Etat pour ne pas

faire exécuter cette peine. C'est sur une décision juridique, définitive que les hommes politiques sont interpellés. Sur ces décisions de justices, ils nous répètent toujours la même chose « on ne doit

pas commenter une décision de justice », « la justice est indépendante ». Ok, seulement l'exécution de la peine ne dépend plus de la justice mais du politique du fait des lettres. Nous ne sommes plus dans la décision judiciaire mais bien dans une décision politique qui reconnaît la légitimité de l'action des 600 000 personnes et du combat contre les OGM. Si Jacques Chirac prend cette décision, on continuera encore plus fort l'action et, d'une certaine manière, il reconnaît la nécessité de maintenir le moratoire sur les OGM. L'interdiction des essais en plein champ sera renforcée. La volonté de sortir du champ juridique pour rentrer dans le champ politique est une stratégie qui a été bien entendue par les centaines de milliers de personnes qui se sont exprimées de cette manière là pour la première fois en France. Cela pose un problème à la justice qui ne sait pas comment traiter cette affaire. Grâce à cette mobilisation, les pouvoirs, politique et judiciaire, sont obligés de réagir. Soit le procureur de la cour de Montpellier ne tient pas compte des courriers qui ont été envoyés et décide de saisir le juge d'application des peines. S'il choisit cela, ma réponse est claire et publique « je ne me rendrai pas devant le juge d'application des peines tant que le président de la République ne s'est pas exprimé ». Ou le président de la République s'exprime et l'on verra ce qu'il dira, ou il ne s'exprime pas et le juge d'application des peines constatant que je n'ai rien à discuter avec lui sera obligé de me renvoyer devant la cour d'appel de Montpellier. Le procureur n'aura plus qu'une solution, m'incarcérer. On verra comment s'inscrire dans un rapport de force avec le pouvoir politique. La majorité de l'UMP est défavorable à ce

On est face à un système totalitaire.



DIS-MOI JOSÉ

que Chirac accepte de signer en ma faveur. Ou je serai incarcéré, ou Chirac reconnaîtra le bien fondé de notre revendication et il sera en porte-à-faux vis à vis de sa majorité.

● **Romain** : La prison comment l'appréhendes-tu ?

J. Bové : Pour l'instant, j'essaie de ne pas y penser. J'ai beaucoup de manifestations à l'ordre du jour. J'étais au Vénézuela début avril pour le premier anniversaire de la tentative du coup d'État du patronat et de la CIA, pour être avec le mouvement latino-américain et ne pas accepter cette logique du fric qui a essayé de casser le Vénézuela. Il y a la mobilisation contre le G8 et j'espère être là et non pas en prison. Il y a le Larzac les 8/9/10 août pour le grand rassemblement que l'on organise. Il est important que l'on soit sur le Larzac le plus nombreux possible pour dire non à l'OMC, non à la marchandisation du monde, non à la répression du mouvement social, non à guerre et au système colonial qui se développe à la fois sur l'ensemble de la planète mais aussi de manière complètement folle dans beaucoup de quartier en France. Des jeunes dans les banlieues se font tirer comme des lapins. Dernièrement, pas très loin du Larzac, un jeune a été tué d'une balle dans la nuque par des policiers. Il venait de faire un casse de rien du tout et n'avait agressé personne. Il faut être plus nombreux qu'à Millau le 30 juin pour dénoncer tout cela.

● **Romain** : Et si tu vas en prison ?

J. Bové : Pour l'instant, ce n'est pas à l'ordre du jour, les flics savent où j'habite, qu'ils viennent me chercher, s'ils veulent. Il n'est pas question que je rentre en prison de moi-même. A chacun sa responsabilité

● **Romain** : espérons qu'il y aura un grand mouvement pour te défendre. Merci José, bon courage,

J. Bové : merci, salut et à bientôt

[1] Les vendredis de 19h à 20 h sur Radio Occitania-98,3.

[2] organisme de recherche publique

L'ÉCOLE LIQUIDE

L'État, l'école et la décentralisation

Voilà plus d'un siècle, J. Michelet posait la question suivante : Quelle est la première partie de la politique ? Il répondait sans détour : l'éducation !

C'est une des missions de la République: Eduquer à la citoyenneté, aux valeurs universelles, fondatrices de la République; forger le libre arbitre en confrontant l'élève aux héritages culturels, en lui faisant découvrir le goût de la beauté; lui apprendre le difficile chemin de la recherche des vérités. Là, réside la raison d'être de l'École. Un enseignement pouvant concilier l'universalisme inhérent à la pensée scientifique et le relativisme qu'enseignent les sciences humaines, attentives à la pluralité des modes de vie, des sagesses, des cultures.

Quelle finalité pour l'école?

Il va sans dire que la question du rôle du professeur et des moyens à mettre en œuvre est subordonnée à cette finalité. Une telle raison d'être impose le postulat suivant: « le savoir et la culture doivent être au centre du système éducatif ». L'élève est, évidemment, au centre d'une pédagogie qui tient compte de son évolution. Ce postulat prend tout son sens si on prend au sérieux l'avertissement de J. Benda « C'est sur cette culture-là que l'ennemi va porter le combat; c'est de celle-là qu'il vous signifiera qu'il entend la garder ou plutôt qu'il n'a même pas à vous la refuser, vu – prétendra-t-il – qu'en raison des conditions économiques et sociales qu'elle exige, vous êtes essentiellement en tant que classe, incapable de la recevoir et de la goûter ». (1)

Cette culture-là ne se consomme pas mais s'acquiert, au fil du temps et au

prix d'un effort continu. Comme l'exprimait, voilà un demi-siècle, J. Guéhenno en des termes sans équivoque « Enfant du peuple, j'ai puisé dans les humanités une puissance de libération, un accroissement de conscience humaine, dont il n'est pas de jour que je ne sente la valeur; j'ai décidé qu'un tel viatique ne resterait pas, pour ceux de ma classe, le lot de quelques-uns, mais que je me consacrais à faire qu'il fût donné, sinon à tous, du moins au très grand nombre, n'admettant pas que les fruits que j'en ai tirés fussent les effets d'une vocation exceptionnelle ». (1)

Définir l'école comme un service public est réducteur et dangereux. En effet, son rôle n'est pas de rendre service et encore moins de vendre un produit mais d'instruire. Son rôle n'est pas de fabriquer un consommateur potentiel, électeur éventuel, susceptible de choisir entre l'ordre établi et l'ordre établi mais de fonder le citoyen. Son rôle est d'intégrer le futur citoyen dans une communauté de destin en lui faisant prendre conscience que la somme des intérêts particuliers ne constitue en rien l'intérêt général. Ce rôle-là est éminemment politique. C'est à l'aune de la finalité de cette institution qu'il faut définir qualitativement et quantitativement les choix politiques qui en découlent. Sur le plan qualitatif, les contenus des différentes disciplines, notamment scientifiques et littéraires doivent mettre en évidence leurs complexités. Leurs apprentissages permettent la

construction logique, à la fois analytique et synthétique, de la pensée. Condition nécessaire au développement de l'esprit critique, à l'indépendance et la constitution de l'être.

Vers une école au rabais

Il est évident que c'est l'État en tant que représentant de l'intérêt général et des valeurs d'égalité et de laïcité qui doit être le garant et le maître d'œuvre d'un tel enseignement.

Mais force est de constater, sans remonter loin, que la réforme Allègre dont l'un des inspirateurs est l'actuel ministre de l'éducation, Luc Ferry, porte les premiers coups sérieux à cette école-là. Les débats qui inspirent cette nouvelle définition de l'école, "lieu de vie", "l'élève et l'ennui", "l'élève heureux"... réconfortent "l'élève-client" et affligent le "professeur-livreur". Les buts recherchés sont l'effacement progressif de "l'élève et du maître" au profit "du client et du livreur".

La marchandise? Le savoir et la culture dont le prix à payer dépendra de la qualité! Vue de l'esprit? Rappelons-nous l'avertissement de J. Benda!

Il faut bien se rendre à l'évidence que l'école subit une attaque idéologique à pas feutrés dont les prémices se manifestent dans le désengagement de l'État, qui lui-même est soumis à des transformations lourdes de conséquences pour le bien commun: l'école, la protection sociale, la santé... Aujourd'hui, ce désengagement se traduit par la décentralisation. Les expressions comme proximité, déconcentration, démocratie participative permettent de vendre la "marchandise" en la rendant attrayante au "peuple d'en bas". Mais qu'en est-il au juste de ces mesures politiques, économiques et sociales ?

... une attaque idéologique à pas feutrés

Les allègements répétés des contenus dans les disciplines scientifiques et littéraires les dépouillent de leurs matières vivifiantes, les réduisant à un simple enseignement de recettes. Ces allègements sont accompagnés, en toute logique, d'une réduction des horaires dont l'objectif est la réduction des dépenses publiques.

Sous couvert de démocratisation et d'égalité des chances, les mesures en cours cèdent à la facilité, au dogme du rendement immédiat et du plus petit coût possible au nom des critères de convergences libérales. Mais il est important de situer ces mesures dans l'environnement économique mondial. Cet environnement est géré par l'Organisation Mondiale du Commerce. A l'O.M.C. incombe la mission de mener à son terme, entre autres, les négociations sur la marchandisation des services publics. Ces négociations, intitulées Accord Général sur le Commerce des Services (A.G.C.S) ont pour objet la marchandisation des secteurs de la santé et de l'éducation comme c'est déjà le cas de l'électricité, de l'eau, du transport. La santé et l'éducation, considérées comme des produits, doivent être soumises à la concurrence et la loi du marché.

Sans vraiment caricaturer, l'Education est perçue par le système capitaliste

comme "un produit de l'usine Ecole", l'enfant et le jeune étant les clients. La France, au sein de l'Union Européenne, est partie prenante dans ces négociations non pas pour défendre la spécificité de l'Ecole de la République mais pour définir les modalités du démantèlement de celle-ci en cohérence avec les impératifs imposés par la commission de Bruxelles. Mais avant de le faire, il est nécessaire de légaliser les intentions mercantiles du système capitaliste., L'Etat met donc en place le cadre politique, juridique et administratif qui lui permet légalement de se désengager. C'est le rôle de la décentralisation, qui sert doublement à déresponsabiliser l'Etat et à "marchandiser" le bien commun. La révision de la constitution, votée le 17 mars 2003, est le premier acte politique préparant le décès de la République, Une et Indivisible, et la naissance d'une sorte de fédération des régions. Le credo de la "démocratie de proximité" permet de masquer le but idéologique et politique poursuivi. Quelques exemples de mesures donnent une idée des enjeux.

Premières conséquences

Sous la pression des impératifs budgétaires imposés par la commission de Bruxelles, l'Etat français veut transfé-

rer environ 110 000 médecins scolaires, assistantes sociales, conseillers pédagogiques vers les localités territoriales. Cette mesure entraînera de nouvelles charges pour les régions que seule une augmentation des impôts locaux peut supporter. Il est facile d'imaginer que les capacités financières, très variables d'une région à l'autre, entraîneront une disparité de la qualité de l'enseignement. Sans parler du projet de la suppression des M.I.S.E, remplacés par des retraités, "mi-éducateurs", "mi-surveillants"

Un exemple

Au Havre, la Région a fermé les permanences des conseillers d'orientation, transférées à Rouen. Mesure qui oblige nombre de parents et d'élèves à parcourir une longue distance pour jouir des conseils d'orientation. Les principaux et proviseurs ont toute latitude pour recruter des professeurs à partir d'un document contractuel, "contrat d'affectation sur emploi". Cela signifie la remise en cause du statut général de la fonction publique du 19 octobre 1946. Le principe de recrutement dans les établissements privés devient ainsi la norme dans le public. Là aussi, une telle mesure produira des disparités entre les régions et au sein même d'une ville.

Le contrat d'affectation ne stipulera pas que l'emploi est dans telle région mais dans tel établissement. Ceci s'explique par le fait que les caractéristiques d'un poste d'enseignant dans un établissement donné ne sont pas nécessairement les mêmes dans un autre. Autrement dit, les tâches de l'enseignant et les objectifs ne seront pas nécessairement les mêmes d'un établissement à un autre, d'une région à une autre. Ce qui implique la fin d'un programme scolaire national et donc d'un cursus scolaire commun.

Le principe d'égalité est ainsi remis en cause. A quand la remise en cause de la laïcité ? ■

> Mohamed El Bachir

[1] Julien Benda, *Appositions*



Définir les modalités du démantèlement

Plateforme des grévistes Appel de L'A.G. Des grévistes du 9 avril 2003 - Mirail Toulouse

Le gouvernement Raffarin s'apprête à prendre des mesures d'une exceptionnelle gravité : casse des services publics, décentralisation, casse du système de retraite par répartition. Toutes ces réformes impliquent des régressions profondes pour toute la société. Non seulement, des millions de salariés du secteur public sont attaqués dans leur droit à la retraite et leur statut mais les conséquences pour tous les usagers seront tout à fait dramatiques : inégalité croissante dans l'accès à la retraite, inégalité croissante entre régions-villes-quartiers, plus d'injustice dans les financements. L'assemblée générale des grévistes du 7 avril a reconduit la grève jusqu'au vendredi 11 avril et a adopté la plate-forme suivante :

- 1-Non à la décentralisation Raffarin, maintien des missions et de tous les personnels de l'éducation et de la recherche publique dans la fonction publique d'Etat.
 - 2-Le retrait du projet d'assistant d'éducation, le maintien du statut des MI-SE, que soient reconnues, professionnalisées, transformées en emplois statutaires les missions mises en place par les AE et que les solutions soient offertes aux actuels AE.
 - 3-La résorption de la précarité (C.E.S C.E.C)
 - 4-Les recrutements nécessaires permettant de faire face aux départs prévisibles, la création d'emplois statutaires à hauteur des besoins.
 - 5-Le droit au départ à la retraite à 60 ans maximum, à taux plein (75 % du meilleur salaire), le maintien du système de répartition, une durée de cotisation de 37,5 annuités pour tous, privé et public, l'abrogation des mesures Balladur, le maintien intégral du code des pensions et le financement des retraites par une autre répartition des richesses.
- Nous appelons tous les personnels de l'éducation nationale à nous rejoindre dans la grève reconductible.

A. G. des grévistes soutenue par FSU, SUD-éducation, FERC-CGT

TANT STATIONNENT LES DIRECTIONS SYNDICALES QU'ELLES SE FONT DÉBORDER

Aujourd'hui 14 mai, le mouvement dans l'Éducation Nationale est au milieu du gué.

Espérons que la vague interprofessionnelle enfile, envoyant par le fond la barque de Raf, Fil et Fer (Raffarin, Ferry, Fillon) et la cargaison de plans dégueus avec eux. Suspendus nous sommes au résultat de la "négociation" que les grands leaders des grandes centrales ont accepté d'entamer avec le grand pouvoir. Le gars Thibault fait maintenant de l'ombre au petit Chérèque, à l'heure où j'écris ces lignes, ils sont côte à côte à la grande table du festin (vu à la télé) : Au menu, la vente de nos retraites contre quelques sucettes. Aucune pudeur.

Petit retour en arrière

Résumé des épisodes précédents : les trois petits cochons Allègre, Jospin et Lang ont tellement bien balayé la maison que le grand méchant loup Chirac n'a plus qu'à se coucher dans le lit moelleux du capitalisme sécuritaire triomphant. Au commencement étaient les étudiants, les surveillants, les jeunes quoi. 20 000 emploi-jeunes voyaient se rapprocher la fin du royal contrat que les sociaux-communo-verts, avec l'aide des syndicats majoritaires, leur avaient concocté en 1997. Un bon CDD de 5 ans que même le patronat en était jaloux. Le gouvernement voulait en sus détruire le statut des MI/SE permettant aux étudiants peu fortunés de financer leurs études.

Revendication simple : pas de licenciement, refus du nouveau statut d'assistant d'éducation visant à remplacer les pions à moitié prix. Les étudiants du Mirail aux prises avec le système des L.M.D (licence, master, maîtrise) qui met sous la coupe du patronat tout savoir qui vit encore, sonnèrent le début des hostilités. La fac du Mirail vécut des moments d'intense contestation contre ces projets de marchandisation du savoir, comme disent les alter-mondialistes qui sont des gens savants. En parlant de savants, nombreux étaient

les profs (on connaît des exceptions) qui, voulant que force restât à la liberté d'enseigner les sornettes, invitèrent les flics. Fin de la récréation. Ce fut une belle rentrée universitaire 2002, bien plus chouette que le cru 2001 qui vit pêter l'AZF et la fac avec.

Petite journée rituelle de grève nationale

Les étudiants n'avaient pas dit leur dernier mot, et fourbes comme ils sont, ils se déguisèrent en travailleurs de l'Éducation Nationale, en pions, et menèrent dès novembre une grève auto-gérée avec A.G. souveraines, mandements, débats, qui donna des boutons aux dirigeants syndicaux des grandes centrales. La coordination toulousaine des MI/SE se dépensa sans compter afin que grève soit générale dans l'Éducation mais ne trouva guère d'écho chez SUD Éducation qui appela à les rejoindre dans la grève. Les grandes centrales commencèrent alors le ballet des journées rituelles de grèves bien espacées... 17 et 28 janvier. Le 17 (ou était-ce en septembre ? Je ne sais plus, y'a trop de manifs) la coordination toulousaine des pions et emploi-jeunes aidée par SUD-Education prit la tête de la manif; les autres syndicats restèrent à l'écart, 20 mètres en arrière pour bien marquer leur désapprobation. Mauvais joueurs...

Ecrasés par les pressions diverses de la hiérarchie, les atteintes au droit de grève et les retenues énormes sur salaires, en février, les MI/SE jetèrent l'éponge à la tête des leaders des syndicats "responsables".

Le gouvernement se sent alors pousser des ailes

Infirmier-e-s, ouvrier-e-s, assistant-e-s sociales, médecins, conseiller-e-s d'orientation, psychologues scolaires reçoivent la lettre annonçant la fin de leur statut de fonctionnaire d'Etat. À eux les joies de la "territoriale".

La décentralisation Raffarin passe par le démantèlement des statuts des personnels de Ferry qui travailleront plus longtemps pour moins cher pour Fillon. Ces trois petits cochons là sont d'une autre trempe : ils font ce qu'ils disent. En attaquant l'Éducation Nationale en

même temps que tous les fonctionnaires sur les retraites sans toucher aux régimes spéciaux SNCF et EDF, le gouvernement tente de passer sans braquer la locomotive traditionnelle des mouvements de grève : les cheminots.

Mauvaise pioche, les cochons sont trop gourmands et les placides enseignants s'ébranlent. Il est vrai qu'ils y mettent le temps. Retraites fondues, décentralisation/privatisation, service public rétréci aux flics et aux militaires, les profs sentent maintenant le vent du boulet et réagissent : Bordeaux, Le Havre, Montpellier, Toulouse, Marseille, partout la même plate-forme (p.5), partout le même moyen de lutte, la grève reconductible.

La contagion s'étend et passe même les vacances de printemps, revigorée par un 1^{er} mai nerveux. À Toulouse le 31 mars, la grève reconductible démarre soutenue par SUD Education, le SNUIPP et la FSU. Comité de grève etc, le calendrier se remplit alors de dates de mobilisations nationales, dans l'Éducation et interprofessionnelles sur les retraites (3 avril, 6 et 13 mai, 19 mai et même 25 mai, qui dit mieux ?) visant à baliser le mouvement. S'agit pas pour les apparatchiks assoupis que le mouvement sorte de la route, ces AG souveraines c'est pas bon pour le syndicalisme à papa.

Le 6 mai, la grève est enfin majoritaire, plus de 80 % d'instits sont en grève et 50 à 60 % de profs. L'AG toulousaine rassemble 1000 personnes. Les médias font alors mine de découvrir l'ampleur du mouvement, la Dépêche illustre sa "une" d'une photo de manif datant de l'hiver avec capuches, manteaux, etc. Tristes guignols journalistiques.

Le 9 mai, une intersyndicale de Haute-Garonne signe un appel inédit où il est stipulé qu'il faut (je cite, on risque de pas revoir cela avant longtemps) : "poursuivre et amplifier la grève reconductible et la généraliser à l'ensemble des salariés du pays jusqu'à obtention des revendications". Les revendications, c'est la plate-forme de l'AG, vive la démocratie directe.

Entre le 6 et le 9 mai, la grève s'enracine, des réunions avec les parents se multiplient, le 10 mai voit des milliers d'enseignants et de parents dans les rues de Toulouse. Et toujours pas d'appel

national à la grève reconductible des cinq fédés "responsables" de l'Éducation (CGT-FSU-SGEN-UNSA-j'ai oublié la 5^e). Seul SUD Éducation appelle depuis le 4 avril à reconduire, et la CNT depuis le 2 mai. La FSU finira par appeler nationalement, suivie par le SNES; passe, débordement sur l'aile gauche, bientôt l'essai...

Alors vint le 13 mai

Un, deux millions de personnes dans la rue en France ? Un sacré paquet en tout cas, les trois petits cochons Raff Fil et Fer frémissent, va falloir sortir les carottes, et une "seize soixante-quatre" pour Blondel... À Toulouse 150 000 "privilegiés" narguent les "pauvres" du haut de leurs retraites de nababs. Le spectre de Juppé sort de ses bottes. La grève est même reconduite ailleurs (SNCF, tri postal, impôts, DDE, conseil général, PTT).

Le 14 (aujourd'hui) quelques centaines d'empêcheurs de profiter en rond ont investi les locaux de la C.C.I. pour bien montrer la solidarité interprofessionnelle nécessaire à l'extension et à la réussite de la lutte. On a gueulé si fort que les apparatchiks assoupis sont rentrés palabrer dans les ministères pour ne pas nous entendre. J'ose pas écouter la radio (il est minuit trente) de peur d'entendre des nouvelles merdiques comme quoi on a gagné le droit de se faire exploiter encore plus longtemps. Qu'est-ce que l'on veut vraiment ? Que le boulot dévore nos vies ? Que le pognon angoisse nos vieux jours, pour ceux qui auront des jours et du pognon ? Que les productions d'armes, de merdes chimiques et d'objets inutiles recouvrent nos velléités de créations libres ? Non ? Alors, quand on aura tiré la nappe et envoyé bouler tous ces projets nuisibles, il nous faudra remettre un autre couvert : celui d'une société véritablement anti-capitaliste et anti-autoritaire, libertaire quoi !

Nous nous passerons des appels "nationaux", la grève générale existe de fait, c'est nous qui la faisons ■

> Yves Mounier

insti à Toulouse, gréviste reconducteur
PS : 15 mai - En rentrant de Rodez où Fer a vu son Best Seller se crasher sur le goudron, la radio annonce que Chérèque a eu sa sucette, que Thibault en veut une plus grosse que lui et que Blondel, jaloux, a quitté la table.

La grève générale existe de fait, c'est nous qui la faisons

RÉGIME AMAIGRISSANT

Retraite ou déroute ?

Allongement de la durée de cotisation, diminution des pensions, plus grande part laissée à la retraite par capitalisation, au détriment du système actuel basé sur la répartition. Tout cela est résumé doctement entre autres par Balladur [1].

Il n'est peut-être pas trop tard, après plusieurs semaines de grève, et alors que le projet gouvernemental est présenté à l'enregistrement parlementaire, de récapituler tout ça, avant d'envisager une reprise de l'action.

Réforme du régime actuel, fonds de pension : quelques légères contradictions

Dans le cadre du régime par répartition, le gouvernement Balladur a porté la durée de cotisation à 40 annuités dans le secteur privé. Pour le MEDEF, il serait même bon de faire de même dans le secteur public, voire de passer à 42 ans pour tout le monde. Les tenants de cette mesure n'ont à ce jour pas expliqué comment devaient s'y prendre les nouveaux salariés - jeunes, précaires - entrés de plus en plus tardivement dans le monde du travail, pour travailler pendant 40 ans, donc pour certains jusqu'à l'âge de 65 ou 70 ans.

Contradiction supplémentaire : prôner un allongement de la durée de cotisation tout en laissant licencier nombre de salariés dépassant la cinquantaine produit un effet comique certain, que ne sont pas obligés d'apprécier les victimes de ces dégraissages.

Le gouvernement veut par ailleurs promouvoir le système par capitalisation : on verse une cotisation placée en bourse par le gestionnaire d'un fond de pension - banque, compagnie d'assurance - à charge pour lui, de verser une pension le moment venu.

L'instauration d'un tel régime n'ira pas sans poser de problème.

D'abord, la situation de « salarié-actionnaire » n'est pas vraiment



confortable : en effet, le salarié qui place son argent en bourse a tout intérêt à ce que le rendement soit le meilleur possible s'il veut pouvoir récupérer une retraite décente. D'où pression sur les salariés, donc sur lui-même. De quoi refroidir toute ardeur revendicative dans les entreprises.

Il y a ensuite fort à parier que la valeur augmentera à l'achat des actions par une génération donnée entrant dans la vie active, alors qu'elle baissera lors de la vente par cette génération arrivant à l'âge de faire valoir ses droits : le salarié-actionnaire-retraité y perd à tous les coups. De plus, le futur retraité, du fait des fluctuations boursières, n'a plus aucune garantie quant au montant de sa pension.

Même la répercussion supposée bénéfique de l'épargne-retraite sur les investissements, et donc sur l'activité économique, est loin d'être évidente. En effet, l'accroissement de l'épargne aurait plutôt tendance à provoquer une hausse des taux d'intérêt, donc un rétrécissement des débouchés et une baisse des investissements. Au final : un ralentissement de l'activité économique et une stagnation des salaires. Pas vraiment le résultat escompté officiellement.

La retraite par répartition : quelques petits avantages, tout de même

Dans le régime par répartition, le salarié cotise d'une part pour assurer les pensions des personnes à la retraite sur le moment, d'autre part pour acquérir des droits pour sa propre retraite. Ce système fonctionne donc par solidarité entre générations. Il permet aussi la solidarité inter-professionnelle par la redistribution des excédents de cotisation de certaines branches regroupant peu de retraités en direction d'autres branches devant assurer de nombreuses retraites.

De plus, le régime par répartition assure une garantie sur le montant de la pension.

Solidarité, redistribution, garantie sur les pensions, autant de choses qu'un système par capitalisation ne peut pas, lui, assurer.

Une réforme est nécessaire, mais pas celle qu'on veut nous imposer

La crise ? quelle crise ?

La situation est-elle si dramatique qu'on a bien voulu le dire ? A entendre le gouvernement, le système par répartition serait incapable d'ici peu d'assurer les retraites.

La première raison, selon le MEDEF, en serait la part croissante qu'en

représenterait le coût dans le PIB. Or, un rapport du Conseil d'orientation des retraites montre qu'en conservant le système actuel, ce coût progresserait d'environ 6 points d'ici à 2040. Et alors ? Rappelons que pour la période 1960-2000, le coût des retraites est passé de 4,4% à 12,6% du PIB, sans pour autant que l'économie française en soit ruinée [2]. Autre motif invoqué : la diminution du nombre d'actifs et l'augmentation du nombre des retraités - en fait l'arrivée à l'âge de la retraite de la génération du baby-boom - ne permettraient plus que les actifs puissent assurer par leur cotisation les pensions de leurs aînés. Mais gouvernement et MEDEF font semblant d'oublier que la rentabilité du régime par répartition dépend aussi des richesses produites et de la productivité. Or, d'une part, cette dernière a fortement augmenté depuis 1945, et d'autre part la participation de la masse salariale dans le financement des retraites n'a cessé d'augmenter depuis les années 1980, cependant que celle du capital stagnait. Pour la énième fois, le problème du financement des retraites est avant tout un problème de répartition, et il serait temps que le patronat participe un peu plus.

Les fonctionnaires, des privilégiés ?

On peut reconnaître un avantage aux fonctionnaires : la sécurité de l'emploi. Il est vrai aussi que leur retraite est calculée en fonction de leur salaire des six derniers mois d'exercice, et que son évolution reste indexée sur les salaires.

Cela dit, le taux de remplacement (rapport retraite/dernier salaire perçu) est le même dans le secteur public que dans le privé : 76%. Par ailleurs, un rapport officiel du Ministère de la Fonction publique révèle que plus de la moitié des fonctionnaires prennent actuellement leur retraite avec moins de 37 annuités, et subissent donc un abattement non négligeable de leur pension [3]. Ce qui, soit dit en passant, doit bien arranger les gestionnaires des caisses de retraite.

Il serait temps que le patronat participe !

RÉGIME AMAIGRISSANT

Certes, la Cour des comptes a récemment relevé des inégalités à l'intérieur du système de retraite des salariés du secteur public [4], mais de telles inégalités existent aussi dans le secteur privé.

C'est face à cette situation que Seillière croit pouvoir avancer « qu'il n'y a pas de raison que des Français soient plus avantagés que d'autres » [5]. (bien dit ! rends donc l'argent, Ernest). Fillon, quant à lui, invoque le « principe d'équité » pour justifier un alignement du secteur public sur le secteur privé. On croit rêver. Pourquoi ne pas prendre au contraire le service public comme référence, et tirer tout le monde vers le « haut » ? Ce n'est pas la situation des fonctionnaires qui est privilégiée, c'est celle des salariés du privé qui s'est dégradée.

Et à propos de dégradation :

Petit rappel, c'est ce même Balladur, qui prône une nouvelle réforme, qui avait contribué par sa réforme de 1993 à cette dégradation : c'est « grâce » à lui si le montant des pensions des anciens salariés du privé est calculé sur les 20 (et bientôt sur les 25) dernières années de salaire, et si sa revalorisation est indexée sur les prix, et non plus sur les salaires, comme encore actuellement pour les retraités du secteur public. Dit comme ça, ça n'a l'air de rien, mais ça revient tout de même à bloquer définitivement le pouvoir d'achat du retraité jusqu'à la fin de ses jours [6].

Tout ça parce que Balladur s'était débrouillé pour que ses mesures soient appliquées progressivement (il préconise d'ailleurs aujourd'hui la même méthode « progressive »), et qu'il n'y avait pas eu à l'époque de forte mobilisation.

Alors, on recommence à se croiser les bras ? La réforme de la retraite n'est pas un sujet « pour les vieux ». Le type de financement des retraites adopté révèle un choix de société. Il concerne en fait tout le monde : les retraités qui perçoivent actuellement leur pension, les salariés, qui versent maintenant les cotisations, et toucheront eux-mêmes des pensions plus

tard. Et tout se joue dès aujourd'hui. c'est-à-dire avant fin juillet 2003. Constatons qu'il y a eu évolution de la stratégie des gouvernements : Balladur avait su faire passer la pilule, par une progressivité de la mise en place de ses mesures. Par la suite, la levée de boucliers provoquée en 1995 par les mesures et la méthode Juppé a visiblement servi de leçon à ses successeurs. Il faut dire que depuis la faillite d'Enron, on n'entend plus Raffarin faire ouvertement la promotion des fonds de pension. Il s'agit pour lui avant tout semble-t-il de faire passer les mesures qui serviront à miner de l'intérieur les régimes par répartition. L'incapacité dans laquelle se retrouveraient alors ces systèmes d'assurer des pensions décentes pousserait automatiquement les salariés à compléter par une épargne individuelle appelée à se généraliser.

Une des difficultés est donc que nous n'avons pas affaire à une attaque frontale.

Du côté des syndicats, ce n'est pas toujours très convaincant.

Pour François Chérèque les projets gouvernementaux constituaient encore il y a peu « une feuille de route qui va à la CFDT » [7]. Il a fallu attendre fin avril pour que cette dernière fasse preuve d'un minimum de résistance. avant de céder à nouveaux le 15 mai. Un peu de la même façon, la CGT, à l'occasion de la négociation à EDF, semblait accepter comme les autres centrales les propositions de la direction [8]. Ce n'est que face au rejet exprimé par référendum par les salariés qu'elle a adopté une position plus combative. Seule FO s'est opposé aux projets gouvernementaux dès le départ.

Il est vrai que les syndicats dans leur ensemble sont toujours un peu gênés aux entournures dès qu'il est question de fonds de pension : les régimes complémentaires - co-gérés par les syndicats et le patronat - en proposent souvent à leurs adhérents [9]. Dans ce contexte, brandir la « grève générale » ne semble être pour les centrales dites représentatives qu'un



moyen d'éviter de se faire déborder par la base.

En ce qui concerne les propositions, la CFDT s'est contentée de parler de « contreparties d'une harmonisation public-privé » [10], harmonisation qui se ferait de toute façon dans le mauvais sens.

La CGT propose de résoudre le problème des retraites par l'augmentation du taux d'activité (création d'emplois), la taxation de la valeur ajoutée et des revenus boursiers, la prise en compte des aléas de carrière et des primes, et l'augmentation des cotisations salariales [11].

Alternative libertaire y rajouterait bien une forte augmentation des cotisations sociales du patronat, l'inconditionnalité de l'accès à une retraite décente, et une ré-appropriation par les assurés sociaux de la gestion des organismes sociaux, à l'encontre de la logique de co-gestion actuelle [12].

En riposte à la logique individualiste que cherche à imposer le MEDEF, c'est une amélioration de la redistribution et un renforcement de la solidarité entre générations et entre branches d'activité qu'il faut viser ■

> Patrick

[1] *Le Monde*, 7 janvier 2003

[2] *Le Canard enchaîné*, 5 février 2003

[3] *Le Canard enchaîné*, 15 janvier 2003

[4] *Libération*, 16 avril 2003

[5] *L'Humanité*, 16 janvier 2003

[6] *Le Canard enchaîné*, 22 janvier

[7] *L'Humanité*, 7 janvier 2003

[8] *Le Monde*, 10 janvier 2003

[9] *Le Canard enchaîné*, 8 janvier 2003

[10] *Libération*, 8 avril 2003

[11] *Le Lien syndical*, janvier 2003

[12] *Alternative libertaire*, février 2003

DES CHIFFRES ET DES MAUX

350 personnes : c'est la composition de la cour royale accompagnant Fadh d'Arabie en Suisse, dépensant par jour et pour leurs menus frais 1,5 millions d'euros. Cette engeance ne supportant ni le bruit ni le monde, la FNAC de Genève a courbé le dos devant tant de magnificence, et mobilisé douze employés jusqu'à trois heures du matin pour satisfaire jusqu'à plus soif les caprices des princes. L'inspection du travail du coin s'est émue de tant de sollicitude vis à vis de la clientèle enrichie du contenu de nos réservoirs, et menace la direction du magasin d'une amende de 30 000 euros et 6 mois de prison pour infraction à la loi des heures de fermeture... Pour vaquer en toute quiétude dans le magasin le prince saoudien n'a plus qu'une solution, racheter la FNAC et la déclarer « terre saoudienne » ?.

25% c'est le pourcentage d'erreurs constaté par le CNIL dans le fichier STIC (Système de Traitement des Infractions Constatées). Dans cet énorme fichier imposé par C. Pasqua en 1995, et illégal jusqu'en 2001, gonflé par le PLSI (Projet de Loi pour la Sécurité Intérieure) on pourra trouver 4,5 millions de « mis en cause », du style : Fiché à 7 ans, pour avoir jeté des cailloux sur un véhicule - Fiché comme auteur de viols... alors qu'il n'était que témoin - Fiché comme voleur à main armée avec séquestration... alors qu'il en était la victime - Fiché "par erreur" comme auteur d'un meurtre... le CNIL signale que plus de 400 000 personnes pourront avoir accès à ce fichier. Encore un effort et nous aurons un flic derrière chaque citoyen. *Fédération Informatique et Libertés Paris*, 13 janvier 2003

61 millions de dollars : c'est le résultat net de la multinationale Monsanto pour l'année 2002. Les actionnaires ne sont pas satisfaits, ils comptaient sur un bénéfice de 29 cents par action et ils doivent se contenter de 23 cents. Peut-être vont-ils laisser tomber les semences transgéniques pour financer l'aide alimentaire après la guerre américano-irakienne.

25 sur 44 : C'est le nombre d'étages de la Tour Framatome vendus par le groupe français Areva (nucléaire) pour une somme de 220 millions d'euros, afin de redresser la situation économique du groupe. Cela n'a rien avoir avec le syndrome 11 septembre ?

> Bibass

... miner de l'intérieur les régimes par répartition

RIO DE LA PLATA ?

L'Argentine autogestionnaire en lutte

"Nous ne sommes pas disposés à rentrer chez nous sans rien, nos armes sont les ciseaux, les aiguilles et solidarité les gens. Pour cela, nous allons faire un campement jusqu'à ce qu'ils nous rendent la fabrique"

C'est ce qu'a affirmé Celia Martínez, déléguée de Brukman, face à plus de 7000 personnes qui chantaient : "Aquí están, éstas son, las obreras sin patrón" (Ici sont, ce sont-elles, les ouvrières sans patron). Après avoir annoncé la réalisation d'un festival artistique pour le vendredi, les travailleurs ont commencé à installer la "tente de la résistance" dans l'intersection des avenues Belgrano et Jujuy (à 10 blocs du Congrès national).

La tente de la résistance restera jusqu'à la récupération de la fabrique

Quand fut terminée la marche depuis la place Once, entourée par un impressionnant déploiement policier, les travailleurs de Brukman accompagnés par plus de 7 000 personnes arrivèrent au périmètre de sécurité policier, à un bloc et demi de la fabrique textile. Là, ils réalisèrent une conférence de presse où ils répudièrent la répression policière de lundi et accusèrent les autorités nationales et la municipalité de Buenos Aires. "Nous sommes plus confortés que jamais, nous allons continuer à nous battre pour les postes de travail jusqu'aux ultimes conséquences. Le gouvernement national et de la ville de Buenos Aires sont les responsables de cette situation. Ils ont voulu négocier avec le doigt sur la gâchette" signala Yuri, membre de la commission interne de

Brukman. A la fin de la conférence de presse, autour de 1000 personnes accompagnèrent l'installation d'une grande tente à dix mètres des barrières policières, dans laquelle les ouvriers resteront en permanence jusqu'à la récupération de Brukman. Les travailleurs affirmèrent qu'ils n'étaient pas disposés à refuser le dialogue mais, au préalable, ils exigent le retrait de la police de la fabrique. "Nous n'avons pas pris la fabrique, ce sont les patrons qui l'ont abandonnée. Maintenant le patron nous considère comme des ouvrières dangereuses parce que nous savons faire fonctionner la fabrique" a dit Celia, une des travailleuses de Brukman. Le plan de lutte qui a commencé cette nuit avec le montage de la "tente de la résistance" continuera vendredi avec la réalisation d'un festival dont l'objet sera de générer un plus grand consensus et une plus grande unité entre les divers secteurs sociaux en lutte. "Nous avons laissé notre sang dans cette fabrique, pour cela ces femmes se sont battues. Nous convoquons toutes les organisations du pays à des blocages de routes et à des grèves pour appuyer cette lutte. Ils ont pris le pain de nos enfants et nous sommes disposés à le reprendre" a proclamé Alicia, travailleuse de Brukman ■

> Agence ANRed

ce sont les patrons qui l'ont abandonnée



soutien aux travailleurs argentins :

Solidarité internationale avec les travailleuses et travailleurs de Brukman

Nous sommes un groupe d'activistes, de journalistes et de documentaristes de France, Chili, Suisse, Israël, Irlande, Mexique, Etats Unis et Angleterre qui le 21 avril (à 21 h, heure de Paris) allons accompagner les ouvrières de Brukman à récupérer leur fabrique, face à la menace de la répression de centaines de policiers qui surveillent le lieu, armés de balles de plomb (33 morts les 19 et 20 décembre 2001 et 2 piqueteros assassinés en juin 2002).

Devant la crainte de la répression, nous demandons à la presse internationale de porter son attention sur les milliers de personnes (incluant les

mouvements de chômeurs, les assemblées de quartier, les organisations sociales, politiques et de droits de l'homme) qui accompagnent les ouvrières de Brukman dans leur lutte pour un travail digne.

A Buenos Aires, le 17 avril à minuit, la fabrique de textile Brukman gérée par ses ouvrières depuis un an et demi, a été brutalement expulsée par plus de 600 policiers sur un ordre de deux juges en place durant la dictature militaire.

Cette fabrique a été reprise par ses ouvrières le 18 décembre 2001. Ses patrons avaient abandonné le lieu, en devant leurs salaires aux ouvrières, des dettes aux entreprises privées et des impôts impayés. Depuis la récupération de l'usine il y a seize mois, les 45 ouvrières et les 10 ouvriers ont relancé la production, entretenu les machines et payé quelques dettes de leurs patrons.

Brukman est un symbole parmi les 200 entreprises qui furent récupérées grâce à l'effort de ses travailleurs et qui se trouvent nouvellement menacées. Des milliers de fabriques furent vidées dans ces dernières années en Argentine qui compte 25% de chômeurs et 58% de sa population sous la ligne de pauvreté.

Pour manifester votre désaccord :

-Présidence de la République :
presidencia@presidencia.net.ar

-Ministère de l'intérieur :
secretariaprivada@ministerior.gov.ar

Pour manifester votre soutien :

prensabrukman@yahoo.com.ar

RIVIÈRE D'ARGENT ?

Troc Troc qui est là ?

Une des questions importantes que l'on peut se poser dans des situations économiques—comme celle de la Russie hier ou celle de l'Argentine aujourd'hui, serait : Comment la plupart des habitants peuvent-ils survivre ?

Avec une inflation incroyable (elle a atteint en Argentine jusqu'à 5000 %), et un taux de chômage très élevé depuis des années (qui, pour l'Argentine, atteint officiellement 20 % de la population active mais touche, dans certaines banlieues ou provinces reculées, plus de 60 %, c'est-à-dire la quasi-totalité de la population) et/ou des retards importants et récurrents dans le paiement des salaires ou des retraites comment la plupart des habitants peuvent-ils survivre ?

travail au noir ou marché noir

On peut penser d'abord à la débrouille individuelle par le travail au noir, ou le marché noir, ou le vol, ou, quand on peut, l'exploitation des relations familiales ou du lopin de terre. L'évocation des cinq années de pénurie de la dernière guerre en France, valable seulement pour les vieux, peut donner ici une des clés de cette question de la survie. Ces solutions individuelles s'imposent dans les périodes de pénurie lorsqu'il n'existe guère de solutions de défense sociale collective.

Nous ignorons si ce stade de la débrouille individuelle a été dépassé

dans la Russie post-soviétique, mais dans l'Argentine d'aujourd'hui une réponse collective semble se faire jour, hors ou contre les circuits organisés de l'économie capitaliste garantis par l'Etat. Il nous semble que l'on ne peut ignorer les caractères de ces actions collectives dans ce domaine, même si on doit le faire avec toutes les considérations critiques possibles. D'un côté, et nous en parlons séparément à propos de l'action des piqueurs, organisations actives de chômeurs, un premier stade collectif est la récupération à grande échelle de la marchandise par des pressions diverses plus ou moins radicales en vue de se faire attribuer des « dons » de vivres en nature (colis gratuits de l'Etat, des collectivités, des supermarchés ou des commerçants), la forme d'action collective garantissant son efficacité et assurant, dans un certain rapport de forces, une moindre exposition à la répression judiciaire. Cette récupération sous forme de racket s'est convertie, là où elle se révélait inefficace, en récupération par le pillage, c'est-à-dire par le « vol organisé en compagnie » pour reprendre la terminologie de l'Etat, main armée du capital. Volontarisme



contraint ou pas, chantage et pillage ne pouvaient être efficaces que dans des actions de commandos, surprise et rapidité étant des éléments essentiels dans l'art de déjouer une répression qui pouvait d'autant plus difficilement s'exercer que l'action était inévitablement amplifiée par un apport de « clients » profitant de l'aubaine.

red de trueque réseaux de troc

Nous ne connaissons de ces « red de trueque » (réseaux de troc) que leur dimension et certains de leurs caractères, points que nous examinerons ci-dessous. Nous ne savons pas vraiment comment ils se sont formés et, surtout, comment ils se sont propagés, comment ils sont gérés et quelles sortes de relations se sont tissées entre les participants. Mais un aspect essentiel tient aux caractères de l'échange marchandise contre marchandise, ce terme de marchandise

désignant, comme dans la société capitaliste, non seulement des biens matériels mais n'importe quoi ayant une valeur d'échange et une valeur d'usage. Là aussi, cet échange peut se faire à une échelle individuelle ou à une échelle collective, sous la forme d'un échange immédiat « marchand » ou par solidarité (l'échange pouvant être différé par la pratique du « coup de main » rendu à plus ou moins longue échéance). Il peut être d'ailleurs difficile de tracer la frontière entre ce qu'on pourrait appeler l'échange de voisinage et une formalisation à plus ou moins grande échelle. Dans tous les cas, mais plus impérativement dans cette formalisation, la question centrale reste celle de la fixation de la valeur, de l'équivalence entre les deux valeurs échangées. Cette équivalence peut s'établir en temps (de travail) ou en référence aux valeurs des marchandises échangées sur le marché capitaliste, ce qui introduit alors d'autres questions.

En Argentine, toutes les vicissitudes et misères frappant les travailleurs depuis longtemps ont favorisé la naissance de cette vaste organisation de troc, dont la dimension a pris avec

La question reste celle de la fixation de la valeur

RIVIÈRE D'ARGENT ?

les années une telle échelle qu'on peut la regarder sous l'angle d'une sorte de réorganisation parallèle spontanée de l'économie hors des circuits capitalistes de production et de distribution même si elle se développe dans un système capitaliste, en partie à partir de marchandises anciennes ou récentes produites par ce système (achetées ou « récupérées »).

Le circuit du troc

Avant d'examiner en quoi consiste ce circuit de troc, on doit faire quelques observations qui peuvent conduire à émettre quelques réserves :

- certains ne manqueront pas de rapprocher du développement des Systèmes d'Échanges Locaux (SEL) ou autres organisations de troc similaires, et de voir dans ce développement argentin la justesse et le potentiel des expériences européennes. Il ne fait pas de doute qu'à l'origine ce sont des idéologues du troc qui ont mis en place quelques expériences pratiques. Pour autant, la différence est grande : ceux qui animent et utilisent en Europe ces circuits de troc le font plus par idéologie que par nécessité. Les red de trueque argentins ont grandi par la nécessité de la survie.

- Ceux qui ont lancé et utilisent le plus ce réseau de troc doivent avoir quelque chose à échanger pour sa valeur d'usage. En majorité, ce sont des membres des classes moyennes ou ex-classes moyennes. Il y a fort à parier que le clivage entre les piqueteros et les participants des réseaux de troc recoupe la division entre le prolétariat (ou tout au moins la couche la plus pauvre et la moins qualifiée du prolétariat, qui n'a rien d'autre à échanger que sa force de travail brute, marchandise très abondante sur ce marché) et ceux, proches des classes moyennes ou leur appartenant, qui ont (soit par leurs possessions antérieures, soit par leur expertise ou qualification) quelque chose à échanger. Si l'on voit les moyens d'actions des piqueteros et la « reprise » directe des marchandises d'une part, et d'autre part la mise en place des circuits d'échanges, on peut

observer que le choix des moyens de survie est déterminé par l'appartenance à une couche sociale : cette appartenance de classe définit d'un côté une forme revendicative d'action directe qui devient rapidement, pour être plus efficace, une forme plus radicale de récupération, une sorte d'attaque frontale contre la marchandise. Mais les prélèvements des piqueteros, volontaires ou contraints, les attributions de colis gratuits ne dépassent pas une simple répartition différente de la plus-value. Il ne s'agit nullement d'une transformation radicale du système mettant en cause l'extraction de cette plus-value par l'exploitation du travail ; elle définit d'un autre côté une innovation court-circuitant le circuit capitaliste de la marchandise mais pouvant apparaître comme une adaptation aux carences de ce système.

La question que l'on peut se poser, eut égard à ces observations, c'est ce que signifient en termes de transformation fondamentale de la société ces organisations de survie.

Dans un cas comme dans l'autre (tout comme l'organisation et le caractère des manifestations et protestations), aucun pas ne semble avoir été fait dans le domaine de la production. Les quelques expériences de coopératives ou d'autogestion restent sporadiques et elles ont pu s'insérer dans ces mouvements ; tout comme quelques tentatives individuelles de production d'objets de consommation en vue de l'échange par le canal des red de trueque, ces tentatives sont trop limitées pour figurer autre chose précisément que des exceptions. A notre connaissance, il n'y a actuellement en Argentine, mis à part quelques grèves dans des entreprises bien définies ou les grandes messes syndicales, aucun mouvement d'occupation d'usine pour des revendications spécifiques aux travailleurs, encore moins de tentatives d'autogestion ou de formation de conseils ou autres organisations autonomes. Il est certain que dans la mesure où près de 50 % de la force de travail est inutilisée et où les entreprises ne tournent qu'à 50 % de leur capacité, où

les services et fonctionnaires et autres agents des collectivités locales ou provinciales tiennent une place démesurée, une action proprement ouvrière pourrait paraître mineure. De plus, il est difficile, faute d'informations, de dire quelle participation ouvrière directe soutient les piqueteros ou les assemblées de quartiers. Ces remarques faites, et elles sont loin d'être négligeables ou secondaires, on ne peut que souligner l'importance que ces red de trueque ont pris, tant dans la marginalisation des structures traditionnelles de l'économie capitaliste que dans le système de relations sociales, toutes choses qui ont joué certainement un rôle important dans le cours des événements. Les red de trueque seraient nés au cours de l'année 1995 de l'action effective d'une vingtaine de personnes, plus préoccupées d'idéologie et d'écologie que des problèmes du capitalisme argentin ; elles ont fondé des « clubs » d'échanges, à l'imitation des SEL européens. Mais la formule correspondait à un tel besoin, dans la descente aux enfers de l'économie argentine, qu'elle s'est répandue en quelques années à l'ensemble du pays, pour former un réseau national, avec des boutiques et des marchés réguliers, à date fixe ; elle a même conduit à émettre une monnaie spécifique, le credito une sorte de bon d'échange portant cette valeur fictive. Chaque adhérent remplit une fiche sur laquelle il mentionne son offre et sa

demande : tout peut être proposé et échangé. Outre des marchés réguliers avec présence physique, un marché réel mais virtuel s'est développé sur Internet.

Les échangistes ?

On compterait ainsi en Argentine plus d'un millier de ces clubs regroupant jusqu'à 2 millions de participants « échangistes ». Il y aurait ainsi en circulation l'équivalent de près de 7 millions de dollars américains de credits (environ 8 millions d'euros) et, en 2000, des produits d'une valeur comprise entre 600 et 800 millions de dollars américains auraient été ainsi échangés (entre 700 et 900 millions d'euros). C'est peu si l'on considère la dette ou le PIB argentins. Le réseau de troc se serait même répandu dans les pays voisins et, ces derniers mois, aurait fait un bond de 80 %, à la démesure de la faillite du pays. Mais le plus inquiétant pour le devenir de ce réseau, c'est que différentes collectivités, municipales et provinciales, ont d'une certaine façon reconnu ce mode de répartition des marchandises, admettant même le credito comme monnaie « légale ». Il est bien évident que l'extension du réseau a rendu sa formalisation nécessaire, d'où tout un ensemble de problèmes d'organisation au-delà du bénévolat, de financement, de prêts, etc. questions sur lesquelles on ne possède que peu d'éléments.



La marginalisation des structures traditionnelles

QUIZZ

Des questions ? des réponses !

Cette forme d'activité communautaire n'est d'ailleurs pas la seule, sans qu'on puisse préciser si des coordinations se sont créées entre des activités similaires mais qui pourraient paraître rivales. Un «red solidaria» (réseau solidaire) serait plus orienté vers la solution de problèmes sociaux; il aurait 18 représentations dans le pays et qui œuvrerait plus dans le domaine des soins, notamment tentant de résoudre les carences dans l'approvisionnement des médicaments. Les assemblées de quartier tout comme les associations de chômeurs regroupant les piqueteros auraient aussi développé des organisations communautaires : jardins d'enfants, cantines. Mais là aussi peu d'éléments ont franchi l'Atlantique.

Connexion entre cause et conséquence

Il reste une question à laquelle il est tout aussi difficile de répondre : quelle est l'incidence de toutes ces formes d'activités communautaires sur les mouvements de protestations divers (piqueteros, assemblées de quartiers, manifestations, vindicte des politiciens, etc.). Il y a sans doute une interconnexion étroite dans laquelle cause et conséquence interfèrent. On doit pourtant pouvoir affirmer sans trop grand risque d'erreur que, quelle que soit son origine et quel que soit son caractère, la réponse à des situations de pénurie et à des évidences de faillite d'un système et des politiciens qui y ont conduit, crée, en raison de la dimension de cette crise et de son élargissement à différentes couches ou classes de la population, présentement une solidarité et une communauté d'action dans des domaines fort divers, mais dont on ne peut prévoir l'évolution ■

Ce texte est tiré d'une brochure qui traite de la situation en Argentine ces dernières années. Elle est réalisée par « Échanges et Mouvement » (agence de presse des luttes syndicales dans le monde).

Que représente la population des États Unis en regard de la population mondiale?

6 %.

Que représente la richesse des États Unis au regard de la richesse mondiale ?

50%.

Quel est le pays qui détient les plus importantes réserves de pétrole ?

L'Arabie Saoudite.

Quel est le second ?

L'Irak.

Quel est le montant des dépenses mondiales pour l'armement ?

Plus d'un billion d'Euros.

Quel est le pourcentage de cette somme correspondant aux dépenses des USA ?

50 %.

Quel est, selon l'ONU, le pourcentage de cette somme que les USA consentiraient à donner pour aider le tiers monde ?

10%.

Combien de personnes sont mortes pour des raisons guerrières depuis la fin de la seconde guerre mondiale ?

86 millions.

Depuis quand l'Irak avait des armes chimiques et bactériologiques ?

Depuis le début des années 80.

L'Irak avait-il les moyens de les développer seul ?

Non ! Avec l'aide technique et matérielle des USA, du Royaume Uni et des multinationales.

Les gouvernements des USA ont-ils condamné l'utilisation des gaz toxiques contre l'Iran ?

Non.

Combien de Kurdes fit gazer Saddam Hussein dans le village de Haladja en 1988 ?

5 000 personnes.

Combien de gouvernements occidentaux condamnèrent à l'époque ce massacre ?

Aucun.

Combien de litres d'agent «orange» déversèrent les USA sur le Vietnam ?

Plus de 35 millions de litres.

Existe t'il un rapport entre l'Irak et les attentats du 11 septembre ?

Non.

Quelle est l'estimation des morts civils dans la guerre du Golfe ?

35000.

Combien de morts US estimés?

Une vingtaine.

Combien de tonnes d'uranium appauvri sont restées en Irak et au Koweït suite à la première guerre du Golfe ?

40 tonnes.

Selon l'ONU, dans quelle proportion les cas de cancers ont progressé en Irak entre 1991 et 1994 ?

700%.

Combien le Pentagone a prévu de morts civils ?

10 000.

Dont combien d'enfants ?

50 %.



Depuis combien d'années les USA et le Royaume Uni bombardent l'Irak ?

11 ans.

Combien de résolutions de l'ONU Israël n'a pas appliqué depuis 1992?

65.

Combien de pays possèdent l'arme nucléaire ?

8.

Combien en possède l'Irak?

Aucune.

Combien en possèdent les USA ?

10 000.

Quel est le pays qui a utilisé l'arme nucléaire ?

Les USA.

Combien Israël possède de têtes nucléaires ?

Plus de 400.

Pourquoi le traité d'interdiction des essais nucléaires n'a pas été adopté par les Nations Unies en 1996 ?

Parce que le congrès des USA, à majorité républicaine, a voté contre, ainsi que Bush.

Pourquoi le protocole de vérification contre la fabrication d'armes chimiques et biologiques ne fut pas ratifié ?

Parce que les USA refusèrent les inspections de contrôle de l'ONU sur leur territoire ■

Traduit de Rojo y Negro - avril 2003

... et rien à gagner !

LE PORTABLE SONNE TOUJOURS 3 FOIS

Divagation sur un portable

Dans le portable, il y a, entre autres choses, le verbe porter. De l'importance et l'ampleur du phénomène de société que ce gadget génère et qui ne laisse presque personne indemne, il y a lieu de se poser la question : qui porte qui ?

On dit bien que tel monsieur est porté sur la chose; que le marché est porteur ? Enfin ne sommes nous pas portés ou emportés par la vague technologique ? La réponse n'est pas facile à ce niveau de l'étude. Pour éviter le risque de l'éparpillement, nous devons circonscrire la réflexion au seul point nous permettant de mieux cerner le problème : le rapport entre sujet et objet, c'est à dire entre le portable et le sujet détenteur. Partons de l'hypothèse que le sujet est porteur. Il est évident que les différentes manières de le porter reflètent la personnalité de chacun, et permettent de mieux la cerner. Nous écartons d'office du champ de notre observation tous ceux qui le portent «scotché» à l'oreille, cette tendance - disons manie - fait craindre que le porteur ait atteint le point de non-retour, soit irrécupérable et son témoignage non fiable. D'autres le portent en «sautoir» bien en évidence sur leur poitrine. Nul doute que leur ego a des tendances exhibitionnistes, du genre «je porte, je suis». D'autres le portent sur la hanche, pourquoi pas ? Cela classe son homme/femme ? Il va de soi qu'un certain déhanchement s'impose, style cow-boy; toutefois portée à droite ou à gauche pour les messieurs n'est révélateur d'aucunes déviations particulières, tout au plus d'un certain penchant pour l'autorité, nécessaire pour conforter leur «moi» quelque peu défaillant; pas alarmant

en soi, en tout cas bien moins que tous ceux, atteints du syndrome de l'uniforme, à qui le seul képi suffit. Soit dit en passant, juste pour rendre service à tous les «atteints» qui pourraient nous lire, ne vous prenez pas la tête, prenez plutôt un képi avantageux, car celle-ci a tendance à enfler. Certains le portent à l'abri du regard, mais à portée de main, bien au chaud dans une poche interne. Ils ne se précipitent pas au moindre appel. Ils se dépêchent tout doucement, sourient avec condescendance, l'air de s'excuser et de dire : «Moi vous savez, la techno ce n'est pas ma tasse de thé», et vous diront, pour peu que vous insistiez, que seul Arte les intéresse. Et puis il y a ceux qui, brouillons, les fourrent soit dans le sac ou le cabas, le burnous ou la gibecière, n'importe où pourvu qu'il soit là, juste un outil pratique bien sûr. Jouissif, bof, utile c'est tout. À quelque chose près, la même réponse que celle du monsieur qui élude en abondance et qui reconnaît avec réticence boire un coup de temps à autre, sans préciser l'importance de l'intervalle. Nous pouvons d'ores déjà constater que s'il y a différentes manières de porter le portable, elles ont toutes un point commun, la dépendance. Le censé être «outil, objet, moyen» s'avère être prothèse. La petite bête qui monte, le sans fil grignote tout doucement celui d'Ariane, celui qui permet de ne pas

dérisonner, de ne pas s'égarer dans le labyrinthe qu'est le monde «presque vrai», au point de considérer que la «nudité» n'est plus une absence de fil, mais bien celle du sans-fil.

Caricatural direz-vous, voire.

Prenez-vous par la main, promenez-vous en ville relax, profitant des largesses d'un soleil printanier, et prêtez attention à tous ceux, nombreux autour de vous, qui nonchalamment adossés à un arbre, une encoignure de porte ou figés en statue de sel au milieu de la chaussée, vaquent à leur sport favori : communiquer, relationner. Bizarroïdes pas vrai ? Mais pas dangereux comparés à leurs collègues motorisés lesquels, une main au volant l'autre sur le portable, swinguent sur la chaussée au grand dam des quidams. Et pour peu que vous jouissiez d'une audition normale, vous partagerez involontairement des fragments d'intimités et de problèmes de tous ordres, ce dont bien entendu vous n'avez rien à cirer, ayant déjà les vôtres en chantiers. Ce constat établi, nous devons forcément essayer d'en comprendre les raisons et pour cela aller fouiller dans les tréfonds de l'individu porteur, là où le conscient et l'inconscient se disputent le timon du comportement. Nous noterons déjà une certaine confusion et surtout une troublante inversion des rôles : bien au-delà du syndrome dit de Stockholm, celui qui explique l'aberrant rapprochement entre le ravisseur et son otage et la compréhension de ce dernier pour son geôlier. Il y a des rapprochements qui frisent le mimétisme au point de ne plus savoir qui ravit l'autre. Par contre, notre sujet va plus loin, jusqu'à une totale inversion des rôles : le sujet devient l'objet et inversement. Serait-ce un constat, un début de réponse à la question qui porte qui ? Si oui, comment s'expliquer ? Notons cependant que dans presque tous les éléments de réponse possible, figure un point commun fondamental, outre la dépendance : le «paraître». Dans le monde du spectacle dans lequel nous nous mouvons, le paraître prime l'être. le slogan de mai : «La culture c'est comme la confi-

ture, moins on en a plus on l'étales» n'a jamais été aussi approprié. Cette course à l'apparence, au fictif, est la preuve évidente d'un manque de confiance en soi ou bien la conscience de son insuffisance face à l'image sublime que la société donne de l'individu. Notre société marchande a déstructuré la famille et le groupe, décervelé et embastillé l'individu dans des caissons étanches (HLM, voiture, TV etc.) : Dénaturée la relation, vidée de sa substance -convivialité, chaleur-remplacée par le vecteur aseptisé de l'image. L'individu ravalé au rang de marchandise, d'objet, serait censé éprouver, même de manière inconsciente, un sentiment de frustration et chercher à se valoriser; et où mieux que dans le regard de l'autre trouverait-il le reflet de sa valeur - soit-elle fictive - donc l'importance du paraître. Le portable serait donc l'objet pratique, pas cher, accessible à tous donc populaire, qui permettrait de raffermir le tissu relationnel à tout instant, en tous lieux, symbole illusoire de la liberté absolue, affirmation d'indépendance et de liberté de choix (le sans-fil à la patte).

Les concepteurs d'existences que sont les capitaines d'industrie ne sont pas tombés de la dernière pluie. Ils ont concocté pour nos oreilles frémissantes de plaisir anticipé l'objet qui devrait nous permettre de multiplier le nombre et la fréquence de nos relations (lesquelles demeurent aussi vides de substance qu'auparavant), dans le droit fil de la vision de la «chose» : c'est à dire de continuer à consommer du «paraître», cocus et contents en somme. Bien sûr nous avons l'air tous un peu cons; cela est grave mais pas désespéré; cocu et content est un état de fait qui n'a jamais tué personne. Mais si nous considérons cet objet comme un hochet technologique qui ne répondrait même pas à un besoin même inconscient, à une frustration, alors là c'est grave. Ce serait la preuve que nous sommes de plain-pied dans le jeu de rôles grandeur société «qu'ils» souhaitent nous faire jouer ■

> Jordi

Le sans fil à la patte

LIBER... TERRE

Ces réunions prenaient de l'ampleur.

La police était agacée, les fichiers ne portaient pas trace des individus qui s'exprimaient, les réunions n'étaient pas forcément menées par des "délinquants" politiques connus de leurs services, au contraire, les réflexions ne permettaient pas de reconnaître une appartenance politique, fallait-il arrêter tous ces gens? Ce n'était pas tant leurs propos, souvent simplistes, peu politisés en apparence, qui agaçaient au plus haut point la police, c'était la chaleur humaine qui circulait au cours des réunions, les mains qui se touchaient, les yeux qui brillaient, les sourires qui disaient ce que les gens avaient en commun. La police grognait, elle aurait voulu qu'il

s'agisse d'une secte, mais il n'y avait ni gourou ni enjeux financiers. J'allais à ces réunions, je me tenais dans un coin, sans parler, j'observais, j'avais une peur terrible de ce qui était en train de se produire, la prise de conscience de ce potentiel humain qu'on s'était mis à appeler l'espoir, je ne voulais pas déchanter, souffrir, repartir brisé vers plus de silence et de solitude. Peut-être qu'il y a des mots plus politiques pour dire tout ça, moi c'étais ainsi que je ressentais les choses, c'était comme si l'imagination s'était remise à couler à flot, pas seulement celle du désir, mais celle qui invente des modes d'agir. Parce que, ne l'oublie pas, toutes ces années

d'oppression et de silence avait réduit à néant les paroles des anciens leaders, avait balayé toutes les formes d'actions passées, devenues inefficaces, cette solitude avait été une traversée du désert, avait effacé les vieux schémas, les habitudes, les slogans, les équations anciennes. L'Empire était un monstre d'une nouvelle génération, qui s'était nourri de nos luttes, qui avait profité de nos modes de pensées et d'action pour croître et se fortifier. Pour cesser de le nourrir, il avait fallu nous affamer nous-mêmes, nous priver de nos réflexes, désapprendre les connexions établies au cours des générations. Il avait fallu que chacun fasse le deuil

des anciennes croyances, qu'il ne soit plus lié par l'affect à un héritage politique. Dans ces réunions, certains mots revenaient sans cesse, ça faisait à peu près l'effet du baiser du prince, ça réveillait les morts, mais les gens au lieu de dire : mon prince, je vous attendais, comme dans l'ancien temps, ils disaient, c'est ce qu'on a toujours pensé, et senti, mais qu'on n'osait pas dire. Et peu à peu une nouvelle organisation s'est mise en place, où le silence le plus prudent côtoyait les paroles les plus radicales, les mots initiatives personnelles et non-violence sur soi et les autres revenaient sans cesse, personne n'avait envie de servir de sacrifice. **> Valmat**

LIBRES LIVRES

Alto Blues

Y. MEUNIER

Editions Petite Nuit

Après son polar historique «La peau des statues», revoilà Yves Meunier qui interprète ici une partition de blues noircie à la mode creusotine. Dans un roman policier on meurt par balle, par noyade... la liste est infinie. Mais de nos jours on meurt aussi de façon «post-moderne», effet de serre, dioxine, stupeur et tremblante de la vache... autre liste infinie. Dans ces cas-là on meurt essentiellement à cause de l'argent. Collégiens, chômeurs, immigrés clandestins, les personnages vont se trouver mêler à une de ces embrouilles aussi nauséabondes que le fumet qu'exhale une décharge (avec fûts).

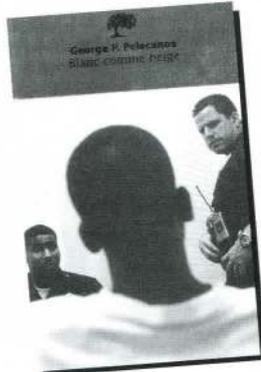
Yves Meunier a deux pieds, l'un à Toulouse, l'autre au Creusot, en Bourgogne industrielle. Yves, qui possède une main et un imaginaire, a écrit un texte qui se dévore d'une traite.



Blanc comme neige

George P. PELECANOS

Editions de l'Olivier-coll. Soul Fiction



Terry Quinn, un policier blanc, au cours d'une patrouille avec un de ses collègues a abattu un noir qui semblait menacer un passant de son arme. Se croyant en danger, il a tiré sur Wilson avant de s'apercevoir qu'il s'agissait d'un policier. Il faisait nuit, Wilson était en civil, donnait tous les signes d'une agressivité incontrôlée, l'enquête a conclu à une bavure et, si Terry Quinn a dû quitter la police, sa bonne foi n'a jamais été mise en doute! Intervient alors Derek Strange, détective noir, qui reprend l'enquête et décide d'associer à ses recherches Terry Quinn, celui-là même qui a abattu Wilson. Sur le plan déontologique, l'initiative paraît discutable, mais sur le plan romanesque c'est une trouvaille. Parce que, depuis son départ de la police, Quinn tient un

magasin de livres et de disques d'occasion, ce qui fournit à Pelecanos l'indispensable fond musical de son livre. Mais surtout parce que l'enjeu de l'intrigue devient sensiblement différent : comment deux hommes de bonne foi, que seule sépare la couleur de la peau, et accessoirement certains goûts musicaux, peuvent-ils s'entendre? Les préjugés sont-ils solubles dans l'amitié? C'est toute la subtilité de l'art de Pelecanos, de mêler à une intrigue policière bien ficelée une réflexion sur le racisme qui se démarque singulièrement.

... Sept autres titres de Pelecanos dont le fabuleux Un nommé Peter Karras, Anacostia River Blues et le premier roman traduit à la Série Noire en 1997, Le chien qui vendait des chaussures. **>Anges**

Fernand Pelloutier et les Bourses du Travail

Documentaire de Patrice SPADONI

Fernand Pelloutier militant syndicaliste, secrétaire général en 1895 de la Fédération Nationale des Bourses du Travail.

"Je sais, écrit Pelloutier, nombre d'anarchistes qui (...) se tiennent à l'écart des syndicats et, le cas échéant, les combattent, parce que pendant un temps cette institution

a été le véritable terrain de culture des aspirants députés. Mais, depuis deux ans, (...) deux raisons ont motivé ce passage des syndiqués de la conception réformiste à la conception révolutionnaire. La première résulte de l'application, à partir de 1892, de lois sociales promises depuis longtemps. Une loi qui proposait pour but la protection de la femme et de l'enfant par la réduction du temps de travail eut pour conséquence la réduction des salaires (...), le lock-out et l'extension du travail à domicile (...), bref se traduisit (...) par une aggravation de l'exploitation. Les syndiqués pensèrent alors que la réduction de la durée du travail devait s'accompagner de la réglementation du prix du travail. (...) une telle réglementation était inévitablement suivie d'une augmentation correspondante ou supérieure du coût de la vie. Dès lors, ils (...) songèrent à faire leurs affaires eux-mêmes".

Lieux de rassemblement des syndicats, espaces de contre-pouvoir, bureaux de placement, foyers d'action culturelle et de formation professionnelle, lieux de solidarité concrète entre salariés et chômeurs, en quelques années les Bourses du Travail, centres de résistance ouvrière, se sont multipliées, avec en perspective, selon la formule de Pelloutier, "la révolution sociale par la grève générale".

Pour toute commande, contacter le Coquelicot

LES MURS EN PARLENT



Seules les rumeurs ne sont pas filtrées...

POT DE VIN ET COPINAGE

Larzac : la fête c'est aussi la lutte !

8-9-10 août 2003

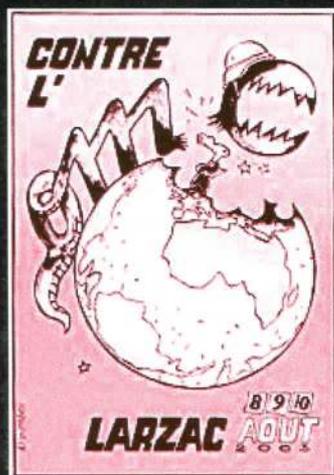
Rassemblement pour s'opposer à la marchandisation du monde et à la privatisation du vivant.

D'autres mondes sont possibles

Comme une suite logique des luttes et des grèves de l'hiver et du printemps, menées par les aide-éducateurs et l'Education Nationale relayés par les intermittents du spectacle contre le putsch du capitalisme français et international, retrouvons nous tous au Larzac pour stopper la marchandisation du monde.

Ces journées, où se mêleront fêtes, musiques, et réflexions, permettront d'inventer des actions concrètes de lutte. Nos réponses doivent être à la hauteur des enjeux. Le choix du Larzac n'est pas neutre. Il symbolise la mobilisation du mouvement social il y a 30 ans, en soutien aux paysans en lutte contre l'extension d'un camp militaire. Toutes les énergies sont nécessaires pour mener notre combat. Une telle organisation nécessite pas mal d'Euros, pour soutenir financièrement.

Les chèques sont à mettre à l'ordre de «construire un monde solidaire» 1, rue Droite - 12100 Millau.



Pour plus d'infos : WWW.larzac2003.org

COMMUNIQUÉ

Liberté pour José Bové

Pour la troisième fois en 4 ans José Bové se retrouve derrière les barreaux. Cette arrestation couronne une campagne d'une extrême violence menée ces dernières semaines par la droite et le Medef contre le "terrorisme social".

Mener des actions syndicales, protester, manifester contre une politique conduisant à l'enrichissement d'une minorité parasitaire et la mise en danger de la santé d'autrui relève selon la caste qui nous dirige d'une activité criminelle. Après les arrestations et procès en comparaison immédiate envers les grévistes mobilisés contre le plan Fillon, le gouvernement choisit de s'attaquer à un symbole de la lutte contre la domination planétaire du capital.

José Bové se retrouve en prison parce que lui et les militant(e)s de la Confédération Paysanne, ainsi que toutes celles et ceux qui soutiennent leur cause, ont mené des actions dirigées contre la propriété privée de ceux qui veulent nous imposer une nourriture contaminée par les O.G.M. Et cela rend le Medef, la droite et tous les bien-pensants de la gauche institutionnelle totalement hystériques. Le terrorisme c'est le capitalisme, pas le mouvement social !

Alternative libertaire exige la libération immédiate de José Bové ainsi que l'arrêt de toute poursuite et mesure d'emprisonnement contre les grévistes et plus généralement contre les militant(e)s des mouvements sociaux, et appelle à participer à toutes les actions en cours pour la libération de José Bové et pour la satisfaction des revendications exprimées par les mouvements sociaux.

Alternative libertaire, le 22 juin 2003

SOMMAIRE

| | |
|-------------------------------------|----|
| ÇA M'ENERVE | |
| Nouvelle cuisine | 2 |
| DIS-MOI JOSÉ, DIX MOIS... | |
| République Bastille | 2 |
| L'ÉCOLE LIQUIDE | |
| État, école, décentralisation | 4 |
| TANT STATIONNENT LES DIRECTIONS... | |
| Marche ou grève | 6 |
| RÉGIME AMAIGRISSANT | |
| Retraite ou dérouler ? | 7 |
| FEMMES DE GUÈRE | |
| Les guerres contre les femmes | 9 |
| RIO DE LA PLATA ? | |
| Argentine autogestionnaire... | 10 |
| RIVIÈRE D'ARGENT ? | |
| Troc troc qui est là ? | 11 |
| QUIZZ | |
| Des questions ? Des réponses ! | 13 |
| LE PORTABLE SONNE TOUJOURS 3 FOIS | |
| Divagation sur un portable | 14 |
| LIBER... TERRE | |
| Ces réunions prenaient de l'ampleur | 15 |

Directeur de publication :

Patrick Leclerc

Équipe de rédaction :

Françoise Brami, Juanito Marcos, Pierre Rouault.

Prix du numéro : 3 €

Abonnement : 5 numéros : 15 €

Abonnement de soutien : 20 €

Boite postale : 4 078 31029 Toulouse CEDEX 4

Commission paritaire : en cours

Ont été mis à contribution pour ce numéro : Agence ANRed, M. El Bachir, Bibass, Françoise, Jordi, Y. Meunier, Monia - Fdca - Fano, Patrick, Ravachefolle,ANGES, Romain, Valmat. **Photos :** Arnaud Dufaut, Bibass.

Les articles sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

Imprimerie spéciale : Le Coquelicot

Je m'abonne au Coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :

pour 5 numéros : 15,25 €
de soutien : 23 €

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :

LE COQUELICOT, BP 4078, 31029 TOULOUSE CEDEX 4